

LIVRES

Les inégalités redeviennent un sujet majeur

Les inégalités reviennent en tête de l'agenda politique et académique. Les recherches nouvelles publiées en anglais, pas toujours convaincantes, sont souvent décapantes.

THE SPIRIT LEVEL. WHY MORE EQUAL SOCIETIES ALMOST ALWAYS DO BETTER

par Richard Wilkinson, Kate Pickett, Londres, Allen Lane, 2009, 331 pages.



Selon les deux épidémiologistes anglais Richard Wilkinson et Kate Pickett, les inégalités sont dangereuses. Nous sommes inondés de travaux établissant des liens entre pauvreté et mauvaise santé (ce qui n'a rien de contre-intuitif). L'originalité de la

démarche est d'établir les mêmes types de corrélations (qui, on le sait, ne sont pas nécessairement causalité) entre niveau des inégalités et problèmes sanitaires et sociaux plus généraux.

Le grand intérêt de l'ouvrage est d'avoir traité, en puisant aux meilleures sources, des données comparables (pour une vingtaine de pays riches et pour les cinquante États américains) sur les homicides, les maternités précoces, l'obésité, ou le niveau de confiance. L'état de santé des populations et l'intensité des problèmes sociaux apparaissent moins liés au niveau du revenu moyen qu'à celui des inégalités. Il en ressort que les différents problèmes sociaux auraient une racine commune : l'étendu des inégalités. Plus la société est égalitaire, mieux vont les habitants qui y vivent. La conclusion a de quoi faire réfléchir.

Dans un passage étrange sur les hommes, les chimpanzés et les bonobos, les auteurs décrivent l'humanité comme naturellement riveuse aux inégalités, qui mettraient l'espèce en danger. Considérant qu'inégalité et pauvreté ne sont pas seulement des problèmes de mesure statistique, mais surtout des questions de représentations et d'appréciations relatives, ils écrivent que des inégalités élevées produisent forcément de la honte, de la dégradation statutaire, de l'angoisse, du ressentiment.

Les auteurs avancent que « les sociétés modernes, malgré leur niveau de richesse, sont des échecs sociaux ». Ils soutiennent également que les pays riches ont atteint un plafond en matière de progrès. Aspirant, en toute simplicité, à « changer notre expérience du monde », ils pensent que l'histoire peut s'arrêter, ou s'inverser. Dans l'histoire de l'humanité, la période se distingue par le fait que pour la première fois les riches sont plus minces que les défavorisés. Peut-on en conclure qu'il ne faut plus rien attendre de la croissance ?

Le livre, attachant par l'ampleur du travail de collecte et d'analyse de données, peut grandement satisfaire des amateurs des théories de la décroissance. Il prête toutefois largement à la critique. Les auteurs, par exemple, n'abordent pas la question des récessions. C'est pourtant à ces moments que les inégalités baissent le plus (puisque les riches s'appauvrissent beaucoup). Il faudrait dès lors en inférer quel période de crise

bien-être et le bonheur devraient augmenter. Ce qui ne saurait être démontré.

FALLING BEHIND. HOW RISING INEQUALITY HARMS THE MIDDLE CLASS

par Robert H. Frank, Berkeley, University of California Press, 1997, 148 pages.

Dans un assaut contre les inégalités, l'économiste de Cornell University Robert Frank montre combien leur progression aux États-Unis a pu avoir un impact néfaste sur la classe moyenne. Coauteur du célèbre « The Winner-Take-All Society », qui fustigeait une société de marché où le gagnant ramasse toute la mise, Frank débute par un rappel des faits. De 1949 à 1979, les ressources des Américains ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions pour les différentes strates de la population. De 1980 à 2000, le revenu moyen des 20 % les plus défavorisés n'a augmenté que de 9 %, celui des 20 % se situant au centre de la distribution a progressé de 15 %, quand celui des 20 % les plus aisés s'est accru de 68 %. Parmi ces derniers, le 1 % le plus riche a vu leur revenu augmenter de plus de 200 %.



Autre statistique rappelée par Frank : en 1980, les patrons des 200 plus grandes entreprises gagnaient 42 fois plus que l'employé moyen ; en 2000 ils gagnaient 500 fois plus.

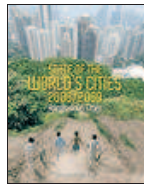
Ce petit livre fourmille d'anecdotes, d'illustrations et de réflexions. Il s'intéresse aux expériences de la psychologie sociale et aux avancées des neurosciences. Relevait que les pays les plus égalitaires sont les plus heureux, Frank martèle que tout est contexte et comparaison. Pour l'être humain, froid et chaud, comme goûts et couleurs, sont relatifs. Il en va de même des préférences relatives pour les possessions et la consommation. Les privations relatives ne conduisent pas mécaniquement à des frustrations, mais sont toujours issues de comparaisons. Nous sommes soucieux de classements, et partant, inquiets de déclassements. Ceci se trouve, selon Frank, inscrit dans notre système nerveux.

Avec l'explosion des revenus des riches et la faible progression de ceux de la classe moyenne, ce qui est jugé nécessaire est devenu plus coûteux, notamment pour l'immobilier (nombre de pièces, équipements, aménagement intérieur, localisation). Pour tenter de suivre les riches, les ménages de la classe moyenne ont été forcés de travailler davantage, de s'endetter, de passer plus de temps dans les transports. En un mot, la vie des gens de la classe moyenne s'est certes améliorée, mais bien moins que ce qui aurait été possible si les inégalités avaient été plus restreintes. D'où une préconisation majeure, à rebours de la politique conduite sous George Bush, l'augmentation des impôts, en particulier des impôts progressifs, ce qui financerait des services publics. Ce texte a les

vertus de la rigueur et de l'humour. Frank se demande incidemment, par exemple, pourquoi dépenser plus de 10 dollars pour une bouteille alors que la plupart des vins sont supérieurs à ce que buvaient les rois de France... Surtout, il montre de manière convaincante que des inégalités excessives peuvent produire plus de désolation que d'émulation.

STATE OF THE WORLD'S CITIES 2008-2009. HARMONIOUS CITIES
Londres, Earthscan/UN-HABITAT, 2008, 264 pages.

Le rapport captivant de UN-HABITAT, l'agence onusienne en charge du développement urbain, sur les « villes harmonieuses » signale d'emblée que dans la plupart des villes, richesse et pauvreté coexistent à proximité. Dans les pays pauvres, des quartiers



bien équipés, souvent sécurisés et parfois privatés, se trouvent proches de bidonvilles, où font défaut les services les plus basiques. Toujours dans ces pays, la tendance globale est à l'accroissement des inégalités. L'analyse montre toutefois que depuis les années 1980 les inégalités urbaines (entre les villes et au sein des villes) ont pu s'atténuer dans la moitié des pays dans lesquels l'étude a été menée. Les chiffres n'en restent pas moins impressionnants et inquiétants.

L'étude a été réalisée dans 94 villes dans 47 pays. Elle a permis de mesurer les inégalités, à partir du coefficient de Gini. Cet outil classique évalue le degré d'inégalité de la distribution des revenus. L'égalité est parfaite à 0. L'inégalité est totale à 1. Le rapport UN-HABITAT établit un « seuil d'alerte » à 0,4. Les résultats des calculs en sont d'autant plus retentissants. Le Gini moyen des 19 villes étudiées en Amérique latine et dans les Caraïbes est de 0,55. Il est de 0,54 dans les 26 villes africaines de l'échantillon, de 0,4 dans les 38 villes asiatiques. Brasília, São Paulo, Rio dépassent 0,6. Si la moyenne africaine est inférieure à la moyenne sud-américaine, les plus grandes villes d'Afrique du Sud dépassent 0,7 (Johannesburg atteint 0,75). Sur le continent asiatique, on trouve Pékin (0,22), mais aussi Hong Kong (0,53). Pour permettre la comparaison, le rapport s'appuie sur l'audit urbain mené par la Commission européenne. On y apprend qu'au Danemark ou en Finlande, le Gini urbain (appelons le ainsi) est inférieur à 0,25. Il se situe entre 0,25 et 0,3 en France ou en Allemagne. Il est encore inférieur à 0,35 au Royaume-Uni et au Portugal.

Le rapport soutient, lui aussi, que ce n'est pas le niveau de pauvreté qui est le plus déterminant pour l'harmonie urbaine, mais celui des inégalités qui peut dégénérer en émeutes meurtrières.

Julien Damon, professeur associé à Sciences po (Master d'urbanisme).

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES PAR CHRISTIAN DE BOISSIEU ET JEAN-HERVÉ LORENZI

Les conditions d'une reprise durable

Jamais les économistes ne furent aussi prudents qu'aujourd'hui.

On leur a tant reproché de ne pas avoir perçu la gravité de la situation en 2008 que toute interprétation trop tranchée est jugée périlleuse. Sans aucun doute, en 2006-2007, beaucoup d'analyses, un peu partout dans le monde, faisaient référence à l'excès de liquidités et donc aux risques que de création de bulles, ainsi qu'aux comportements trop risqués et souvent inconséquents dans les systèmes financiers, notamment l'américain. Pertinence du diagnostic, difficultés et aléas du pronostic... Les économistes furent nombreux à souhaiter, avant même cette crise, que l'on bûtisse une nouvelle gouvernance de l'économie mondiale plus adaptée à la place croissante des pays émergents et apte à réguler le commerce international, les flux de capitaux et surtout les marchés des matières premières. Sur ces plans-là, tous les reproches sont excessifs, alors même qu'ils devraient porter sur les défauts d'analyse qu'a représentés la sous-estimation de l'impact de la hausse des prix des matières premières au début 2008 sur l'activité économique. Ce distinguo entre les reproches est utile, car nous sommes nombreux à penser, aujourd'hui, que les problèmes évoqués en 2006-2007, eux, sont toujours présents. En un mot, nous pensons que les années 2010-2011 ne verront un véritable redémarrage de la croissance, alors même que la croissance potentielle a reculé avec la crise du fait de la chute de l'investissement productif qu'à la condition que le processus engagé à Washington et à Londres par le G20 se poursuive, s'empare des problèmes évoqués et trouve des solutions de compromis entre les pays émergents et les pays de l'OCDE. Nous nous sommes beaucoup réjouis de la relance du G20 (mis en place, en fait, après les crises asiatique et russe de 1997-1998) et du passage de réunions ministérielles à des sommets de chefs d'Etat et de gouvernement. Nous attendions maintenant que le G20 joue vraiment son rôle. C'est la raison pour laquelle le scénario d'une reprise autoentretenu se jouera à Pittsburgh dans trois semaines. Autre déterminant de la relance est la situation conjoncturelle. Celle-ci n'a rien d'étonnant. La seule surprise vient du fait que l'on attendait une stabilisation des pays occidentaux et du Japon seulement au second semestre 2009. Tant mieux si elle intervient un peu plus tôt. Nous avons tous souligné le fait

que l'arrêt du déstockage et la force des politiques budgétaires et monétaires mises en œuvre de deux côtés de l'Atlantique allaient entraîner une amélioration de la situation sur neuf à douze mois à partir de la mi-2009. Est engagée maintenant une course de vitesse entre la déferlante des dépenses publiques et l'aggravation des taux de chômage avec leur conséquence en matière de pouvoir d'achat. Nous pensons que, sur cette fin 2009 et au début de 2010, les politiques publiques vont l'emporter, permettant des taux de croissances légèrement positifs sur cette période. Reste alors à se retrouver à la fin du premier semestre 2010 pour le grand rendez-vous, celui où l'on espère que la croissance retrouvera une dynamique propre, celle des pays émergents entraînant les pays du vieux monde. Rappelons-le, cette fin relativement

Le scénario d'une reprise autoentretenu se jouera à Pittsburgh.

heureuse suppose un activisme sans faille du G20 désormais aux commandes de l'économie mondiale.

De toute façon, la crise ne sera pas finie tant que le chômage continuera d'augmenter. L'emploi a au moins deux à trois trimestres de retard par rapport à l'activité. Il faut donc consacrer les marges disponibles à la politique de l'emploi et à des mesures favorisant l'embauche de jeunes, diplômés ou non.

On le voit, rien de tout cela n'est incompréhensible ni même imprévisible. Certes, il y a un ou deux risques qui pourraient remettre en cause cette vision apaisée de la situation actuelle : un prix du pétrole qui brutalement retrouverait les niveaux du premier semestre 2008 ou un dollar qui connaîtrait un nouvel accès de faiblesse. Le G20 ne saurait négliger ni les défis énergétiques ni la question monétaire internationale même si la réunion de Pittsburgh des 24 et 25 septembre va, comme celle de Londres en avril, faire la part belle aux points de la régulation bancaire et financière, sur lesquels des compromis peuvent être raisonnablement espérés.

Christian de Boissieu est président du Conseil d'analyse économique. Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.

LA REVUE DU JOUR

Comment sauver des salariés ordinaires



Le propos. Comment encourager l'innovation par temps de crise ? En lui assurant un flux important de capitaux, répond sans malice l'économiste Edmund Phelps dans la revue « Prospective stratégique ». Non, le prix Nobel d'économie, qui dirige le Centre de recherches sur le capitalisme et la société de l'université de Columbia, n'attend pas d'« heureuses innovations commerciales » des investissements publics. Il s'inquiète en revanche du tarissement des ressources plus « classiques ». Avec l'exode des investisseurs, le fleuve des introductions en Bourse s'est transformé en un mince ruisseau et le capital-risque s'est raréfié dans la Silicon Valley, Selon lui, une « renaissance » pourrait venir d'un nouveau type de banques ayant acquis l'expertise nécessaire pour évaluer la viabilité des projets novateurs.

La revue. « Prospective stratégique » est une émanation du Centre d'étude et de prospective stratégique, dont les deux chantiers phares en 2009 sont : « Propositions de sortie de crise » et « Ne loupez pas l'Europe ». Or, « les dépenses de recherche de l'Union dans son ensemble stagnent à 1,9 % », s'insurge, dans un article consacré aux avancées de la stratégie de Lisbonne, le commissaire européen à la Recherche, Janez Potocnik.

« Prospective stratégique », Revue internationale trimestrielle, juin-juillet 2009, numéro 35, 68 p., 17,50 euros.

PRÉCISION

Marc de Scitvaux, auteur du « Livre du jour » de mercredi - « Le Père de famille, le Trader et l'Expert » -, nous précise qu'il n'est en rien favorable à des politiques protectionnistes, contrairement à ce qui a été écrit.

Excursion chez les libertariens

LA PENSÉE LIBERTARIENNE. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale

par Sébastien Caré, PUF, coll. Fondements de la politique, 2009, 359 pages, 34 euros.



Friedman (père et fils) et ses formulations les plus radicales avec Murray Rothbard, Robert Nozick ou l'étrange romancière Ayn Rand. Appuyé sur quelques prix Nobel et sur une salve de livres publiés, notamment dans les années 1970, il dispose, aux États-Unis, de son (petit) parti, mais aussi de son influence « think tank » (le Cato Institute).

Cette pensée (aisément caricaturable en - disons - « ultra-ultralibérale »), qui voit dans l'impôt l'esclavage et dans l'État la spoliation et la négation des droits naturels,

n'est en rien un modèle systématique unique. Rendant compte de ce qu'il baptise les « chicanes exécutives » entre les divers auteurs et tendances, entre les positions conséquentialistes (d'abord l'efficacité) et déontologiques (d'abord le juste), Caré fait œuvre bien originale et bien utile dans l'édition française. Il permet d'évaluer, au sein d'un mouvement foisonnant d'idées au fondement et à la portée parfois contradictoires, différentes options : le minarchisme (pour un État minimal), l'anarcho-capitalisme (pour une liberté sans État), le libéralisme (pour un Hayek, d'un Friedman (père) ou d'un Buchanan. Ces derniers paraissent d'ailleurs bien mesurés, voire timorés, par rapport aux autres libertariens. Caré nous propose une lecture érudite et serrée, pondérée par une critique républicaine, de ces utopies, dont la première visite constitue très souvent un choc. Subversif, mais aussi captivant et vivifiant.

J. D.

Sébastien Caré nous invite à voyager dans ce qu'il appelle l'« archipel des utopies libertariennes ». Et le déplacement vaut amplement le détour. Le libertarisme (comme dit notre auteur) est largement méconnu en France. Ce libéralisme intégral, ce projet de « généralisation du libéralisme », gagne beaucoup à être découvert, approfondi et médité.

Caré n'introduit pas pour le profane. Il analyse en profondeur cette famille cardinale et radicale de la philosophie politique. En rupture avec le conservatisme, le libertarisme a gagné ses lettres de noblesse avec les Autrichiens Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, avec Milton et David